

NANCY

4 novembre 1986

Env. 60 adhérents.

871 Cartes Postales signées.

→ Assemblée Générale contre la loi Devaquet. (Nancy II)

60 personnes environ.

Décision d'une manif le 6 nov. 1986 de Nancy.

Dep de plus. 1° Démarche: se battre contre la loi Devaquet
(Texte/Texte) est suicidaire.
Les Copains ne maîtrisent rien de
la situation = Nancy II. A ce niveau, c'est assez catastrophique
dans le contexte de référence locale

2° la question de l'adhésion: dep de fiabilité.

Il y a un manque criant de participation aux structures
nationales (CN/BN).

Si non, bonne AEF, avec dep de bons militants.

NANCY

Les luttes telles qu'elles sont engagées
ne méritent ni aucun but précis et accessible

Risques → Il le monde peut lutter de la vague
Pas besoin de l'UNEF.

→ Réviser en cause de l'efficacité
d'une orga sans l'UNEF

e.a.d. } → du vent étouffant et de sa
nécessité.

! → des luttes (mauvaise expérience)

A ce compte, on se grille des œufs.

Remettre la barre très vite.

→ Se battre contre la loi Deauport

1°) Scepticismes (C'est trop haut.)

2°) Démobilisation

→ Par contre, c'est vrai, se battre au quotidien.

1°) Difficulté des prises de détail (on rabaisse le
niveau parce que ce serait trop difficile → scepticisme
face à l'UNEF.)

Plus Partir de là pour maintenir la globalité des
attentes, faire exprimer les prises de position,
ça c'est l'orientation.

À maîtriser.

En 81, avec le changement de Gov, la 1^{ère} nécessité de changer l'Université semble acquise. Il s'agit de lutter contre l'échec et l'abandon, rénover les formations et ouvrir l'Université sur l'extérieur.

MAIS la réforme a été rapidement vidée de son contenu dans les faits. Actuellement, le Gov tente de mettre en place 1 université élitiste. Loi Devaquet.

→ Destruction complète de l'Université, c'est 1 énorme pas en avant vers la privatisation de l'Université. C'est le renoncement au service public, c'est très grave pour l'avenir de l'enseignement Supérieur.

→ Un des principaux axes de cette loi est la sélection; facultés libres de fixer elles-mêmes leurs entrées d'accès dans les \neq formations et entre les \neq cycles.

C'est donc la possibilité pour les facs d'instaurer également 1 concours entre le DEUG et la licence, d'exiger 1 mention au bac pour l'inscription en 1^{ère} année ou encore de créer une année préparatoire à la 1^{ère} année de DEUG.

Un autre axe essentiel de cette loi ; 2
l'autonomie de fait ; c'est une remise
en cause du système de diplômes
nationaux, en effet les diplômes "maisons"
n'ont pas la même valeur sur le marché
du travail.

Avec cette autonomie, c'est l'inégalité de
chances devant l'emploi pour 1 diplôme
de même contenu et de même durée.

L'État verse de - en - d'argent à l'université
mais rembourse les frais de + en + tributaires
des entreprises. Plowry prône 1 solution de
licenciat d'entreprise, accompagné d'avantages
fiscaux.

La loi oblige les faits à assurer elle-même financièrement
tout ~~son~~ nouveau diplôme, elle les
oblige à passer des accords avec les
entreprises. C'est très grave pour l'avenir
de nos formations car le contenu de
les diplômes sera soumis aux exigences
des dirigeants de ces entreprises qui
n'engendreront que des formations
rentables et à court terme.

C'est complètement dévoyer le
but de l'université qui consiste à
devoir former les cadres de notre
pays, capables d'avancer avec les

progrès scientifiques, techniques et technologiques. 3

→ le dernier axe de cette loi: consiste à balayer le peu de dévouabilité qui restait encore de nos jours. Les profs et particulièrement les mandarins voient leur rôle augmenter dans le conseil, les étudiants sont pratiquement inexistant avec 18% aux C.A.

de volonté du got d'utiliser l'université pour modeler les futurs cadres, ^{intellectuelle.} ~~intellectuels~~ et employés du pays selon les seuls besoins du patronat constitué. L'accélération de

attaques portées à notre droit sur études.

Nous ne voulons pas une sélection arbitraire à la place d'une bonne formation, nous n'acceptons pas la sélection sociale, les petits états pour petits bobos, les attentats à la dévouabilité.

La politique universitaire actuelle, c'est aussi 3 milliards ~~de~~ de crédits supprimés à la recherche et attaquer le secteur de la recherche publique, c'est supprimer 1 fondement primordial de l'université.

cf propositions. Actions Patrucci B.